



Président indépendant du Conseil

38^{ème} session de la Conférence

Intervention du 17 juin 2013 (matin) – Salle plénière

Monsieur le Président de la Conférence,

Messieurs les Chefs d'Etat et de gouvernement,

Monsieur le Directeur général, Cher José Graziano da Silva,

Mesdames et Messieurs les ministres et chefs de délégation

Mesdames, Messieurs

Malgré les efforts entrepris, malgré l'engagement politique de nombreux Etats, malgré les programmes des Institutions des Nations Unies, malgré la mobilisation de la Société Civile, malgré la présence plus forte de tous sur le terrain, un nombre inacceptable d'êtres humains souffrent toujours de faim et de malnutrition. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement sont en vue mais pas encore atteints, à commencer par l'OMD 1.

Les guerres, les catastrophes naturelles, mais aussi le manque d'investissement dans des politiques agricoles et alimentaires durables dans certains pays, ne permettent toujours pas de relever ce défi : éradiquer la Faim et la Malnutrition. Je veux cependant féliciter les pays qui y sont parvenus, et encourager les autres. La manifestation d'hier était importante et pleine d'optimisme.

Pourtant, les équipes de la FAO n'ont pas ménagé leur peine, ni leur travail, en s'engageant avec efficacité sur le terrain.

Les dispositifs mis en place pour mieux connaître la situation des productions et des stocks (comme le système AMIS), et la possibilité demain d'agir avec le Forum de réaction rapide (FRR), n'y suffisent pas. Il est indispensable de maîtriser la trop grande volatilité des prix des produits alimentaires de base et celle des marchés. Les deux sont préjudiciables aux producteurs comme aux consommateurs. La spéculation débridée est suicidaire pour le monde qui a faim. L'agriculture, l'élevage, la pêche et la forêt ne peuvent se développer durablement, pour une meilleure sécurité alimentaire, sans un minimum de régulation. La demande en biens alimentaires est journalière et permanente, aux quatre coins du monde, alors que l'offre subit à la fois les aléas du climat, des transports, des productions et de l'économie. L'alimentation ne peut pas être gérée comme des produits manufacturés.

Nous sommes tous concernés, et c'est pour cette raison que la gouvernance rénovée de la FAO doit prendre toute sa place. Les États doivent être en permanence sur le pont, c'est d'ailleurs le point essentiel de la réforme : rendre les Membres acteurs permanents au sein de la FAO pour combattre la Faim et la Malnutrition.



L'exercice biennal en cours a vécu des temps forts et essentiels pour tendre vers ces objectifs. Je vous les rappelle :

- La finalisation de la réforme par la mise en œuvre quasiment totale du PAI,
- La définition et la reformulation des Objectifs Stratégiques,
- La définition des stratégies de partenariats,

- La préparation d'un budget adapté,

- Les conclusions et recommandations des Conférences régionales et des différents Comités du Conseil.

L'ensemble a été conduit avec le nouveau Directeur général, M. José Graziano da Silva, qui a fait partager sa vision et sa volonté de rapprocher la FAO du terrain. Il a poursuivi le processus de réforme engagé avec son prédécesseur, Jacques DIOUF, à qui je rends hommage.

Le renouveau du personnel et des cadres, la rotation entre services, entre le siège et le terrain, parfois perçus de façon difficile, sont des éléments de cette modernisation, amplifiés par l'engagement sur la décentralisation.

Dans le cadre de la gouvernance rénovée, le Conseil et les Comités du Conseil ont œuvré à la fois pour moderniser leur fonctionnement et devenir plus efficaces, plus lisibles. L'ambiance a toujours été bonne et les relations de travail empreintes de dialogue de compréhension et de la volonté d'aboutir au consensus. Je vous en remercie.

Bien sur quelques sujets n'ont pas avancé aussi vite que nous l'aurions voulu. Mais pour l'essentiel, le bilan est positif et a permis au Directeur général d'engager ses réformes avec l'accord du Conseil, et à la FAO d'aborder le prochain biennium de façon dynamique et constructive.

J'ai eu la chance de présider le Conseil durant près de quatre ans. Ce ne fut pas toujours un « long fleuve tranquille » mais je suis convaincu que nous avons avancé dans la démarche d'une gouvernance plus reconnue, plus présente, plus responsable.

Nous avons tous gagné : les Membres, par une meilleure reconnaissance de votre action ; la Direction et le secrétariat par un programme plus balisé pour atteindre les objectifs assignés.

Les différents comités du Conseil, qu'ils soient de gouvernance ou techniques, ont joués un rôle important dans l'étude, la discussion, la mise en application et l'évaluation des différentes actions, pour plus de visibilité et d'efficacité de la FAO.

Le débat, parfois difficile, sur les stratégies de partenariats avec la société civile et le secteur privé, a été semé d'embuches, mais nous avons surmonté les écueils pour proposer à la Conférence des textes qui permettent d'augurer une bonne coopération, dans la transparence, l'objectivité et l'éthique, tout en respectant le rôle de chacun.

Les Conférences régionales, auxquelles j'ai pris part, ont montré que progressivement elles atteignent leur maturité et renforcent leur légitimité, et ce d'autant plus que la participation ministérielle est forte.

L'animation de ces Conférences et les résolutions adoptées apportent à la FAO le lien avec les actions de terrain. Devant le Directeur général et moi-même, ces Conférences ont été des lieux d'engagement solidaire de nombreux Membres sur le plan financier. Le slogan « aide-toi et le ciel d'aidera » fait son chemin pour engager la responsabilité de chacun.

Cet engagement solidaire doit être suivi et développé, c'est suffisamment novateur pour que cela mérite d'être signalé et encouragé.

La Société Civile, dans sa diversité, a été, par sa participation active, au cœur de ce dynamisme régional. Là aussi il y a encore de grands progrès à réaliser.



Nous aurons au cours de cette session de la Conférence à statuer sur les années internationales. Au-delà des décisions nous devrons veiller à être plus actifs et véritablement acteurs de ces évènements mobilisateurs qui mettent en valeur des sujets importants tout en illustrant la diversité du monde.

Durant la Conférence nous devrons également définir et adopter le programme de travail et de budget 2014-2015, toujours en discussion. Chacun est soucieux de ses engagements financiers et souhaite bien appréhender les priorités et les besoins essentiels pour une FAO forte.

Bien sûr le contexte économique est difficile pour de nombreux pays, même les plus riches.

Il est pourtant indispensable d'assumer les engagements qui sont les nôtres pour éradiquer la faim. Tôt ou tard des questions de restructuration ou de meilleure complémentarité vont se poser entre les différentes organisations du système Onusien particulièrement à Rome. Si nous ne voulons pas subir il faut anticiper.

Je crois plus que jamais à une gouvernance dynamique, responsable, qui engage la réflexion stratégique et pas uniquement la gestion notre crédibilité en dépend.

Nous avons une mission importante pour l'avenir, à nous de la défendre et de la promouvoir de façon dynamique et démocratique. L'exemple de nos prédécesseurs qui ont engagé la réforme de la FAO doit nous servir de référence.

Nous avons besoin de tous, Membres, Producteurs, Associations, Entreprises coopératives et privées, organismes de recherche, et établissements de formation.

C'est d'un partenariat diversifié et actif dont nous avons besoin. Continuons dans ce sens.



Après quatre années passées à la Présidence indépendante du Conseil de la FAO, je me permets à cet instant de prendre le risque de faire quelques suggestions liées à la gouvernance.

Je pense que le travail de réforme engagé doit se poursuivre pour permettre à la FAO d'être à la pointe dans la participation active de ses Membres.

1- En premier lieu, il est essentiel de donner de véritables moyens aux instances de Gouvernance et en particulier au Président indépendant du Conseil. Il faut pouvoir lui assurer une indépendance financière et budgétaire, certes, mais aussi un minimum de collaborateurs pour qu'il puisse assurer sa mission. Ce serait le gage que tous les Membres y compris les plus démunis puissent assumer cette responsabilité.

2- La FAO développe ses partenariats et j'apprécie ce que nous avons engagé avec la Société civile et le Secteur privé. Il nous faudra aller plus loin, en engageant sur le même schéma des partenariats avec les Etablissements de formation et les Centres de Recherche.

3- Il est tout aussi essentiel de développer dans les pays les Alliances contre la Faim et la Malnutrition, pour que s'engage sur le terrain un grand mouvement unitaire de plaidoyer pour mieux faire connaître la FAO, et mobiliser les différents acteurs : Association, Privés, Société civile, Parlementaires ..., pour l'accomplissement d'actions communes.

4- Durant cette Conférence nous allons adopter un Budget pour 2014-2015. Les discussions se poursuivent et ne sont pas faciles. Il est temps, comme cela s'est fait dans d'autres secteurs, et pour pallier aux coupures de budgets, de rechercher et de développer des financements innovants, et de veiller à les pérenniser, pour rendre les contributions moins aléatoires.

5- Même si les relations entre les secrétariats des Institutions onusiennes de Rome s'améliorent, il me semble indispensable d'envisager au moins une fois par an une réunion entre les cadres de haut

niveau et les Membres. Ceci permettrait de mieux définir des actions complémentaires et d'engager une coopération plus active, qui pourrait aboutir à un regroupement ou à une fusion. Nous n'aurons pas toujours les moyens de financer des programmes parfois concurrents. D'ailleurs dans le cadre de cette coordination plus active, il serait bon d'organiser un échange régulier entre les organes de gouvernance des ONU qui sont naturellement en lien avec la FAO (OIT, OMS, OMC, UNESCO).

Ceci est particulièrement opportun pour les relations avec l'OMC, qui devrait valider le leadership de la FAO sur la gouvernance Mondiale de l'Alimentation et de l'agriculture.

6- L'action de la FAO est véritablement très large, et il me semble que certains secteurs devraient être plus mis en valeur. C'est le cas de l'Elevage dont l'activité devrait être mieux appuyée, compte-tenu du rôle essentiel qu'il représente à la FAO, et dans le monde (nourriture, emploi, énergie, santé, aménagement du territoire,) et pour lequel il n'existe pas de gouvernance mondiale.

D'autres sujets pourraient, compte-tenu de leurs intérêts pour demain, être mis à l'ordre de jour, en particulier les débats sur les biotechnologies et les nanotechnologies qui seront indéniablement au cœur des problématiques du futur.

7- À l'instar de ce que nous avons déjà fait, lors des derniers Conseils, à l'occasion de la restitution concernant les visites de terrain, il est essentiel de développer un dialogue constructif entre la Direction et les Membres sur ce qui est vécu sur le terrain.

8- Enfin, je me permets une dernière suggestion concernant la visibilité de la Gouvernance de la FAO, que ce soit la Conférence ou le Conseil. Il serait souhaitable qu'une communication spécifique à la gouvernance soit mise en place, pour une meilleure explication et reconnaissance des Organes directeurs de notre Organisation.

Ces quelques propositions sont l'expression de ma volonté de servir la cause qui nous mobilise (Éradiquer la Faim). Je suis convaincu qu'une meilleure gouvernance permettra à la Direction générale et à l'ensemble du personnel de mieux mener leur mission.

Si je me suis permis ces réflexions, à la lumière de ce que j'ai vécu durant ces quatre ans de Présidence, c'est pour être encore plus au service de ceux pour qui nous sommes ici.



Pour conclure, je voudrais vous dire combien je suis heureux et fier d'avoir placé mon expérience et mon énergie au service de la FAO. Je me dois de vous remercier tous, car si j'ai donné de ma personne, j'ai beaucoup reçu, dans un esprit de tolérance, d'écoute et de respect mutuel, malgré nos différences de culture, de religion, et d'origines professionnelle ou géographique. Ma mission ici s'achève cette semaine. J'ai le sentiment d'avoir accompli mon devoir mais notre tâche n'est pas terminée.

Mon engagement reste entier et je vous assure de toute ma disponibilité dans le futur. Quelle que soit ma place, je poursuivrai mon soutien au travail engagé, à Rome comme sur le terrain, pour une FAO forte, soutenue par ses Membres et conduite par son Secrétariat, pour accomplir la mission qui lui a été confiée lors de sa création et qui demeurent d'une brûlante actualité aujourd'hui.

Je vous remercie de votre attention.